

**INSTITUTION ADOUR**  
\*\*\*\*\*  
Extrait du Registre des Délibérations  
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour  
\*\*\*\*\*



**Séance du 11 février 2016**  
(Convocation du 18 janvier 2016)

Aujourd'hui, le onze février deux mille seize à 14h30, le Conseil d'Administration dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle à l'Hôtel du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON et Céline SALLES

Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Gérard CASTET, Francis DUPOUEY, Jean GUILHAS, Yves LAHOUN, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Mesdames Nathalie BARROUILLET, Odile LAFITTE et Denise SAINT PE

Messieurs Patrick CHASSERIAUD, Xavier LAGRAVE, Christophe TERRAIN et Bernard VERDIER

Etaient excusés :

Madame Laurence ANCIEN

Secrétaire de Séance : Madame Céline SALLES

---

**OBJET : DOSSIER II - affaires budgétaires / Amortissement des subventions d'investissements reçues**

**Exposé des motifs :**

Les subventions d'investissement reçues servant à financer un équipement et devant être amorties sont qualifiées de subvention transférables et imputées en recette au compte 131. Leur reprise au compte de résultat permet d'atténuer la charge de la dotation aux amortissements des biens acquis ou réalisés et, in fine, de solder les comptes de subvention au bilan.

Cette reprise impérative consiste à un amortissement à l'envers par rapport à l'amortissement des biens réalisés ou acquis à l'aide de subventions transférables. Il s'agit d'une dépense de la section d'investissement et d'une recette concomitante pour la section de fonctionnement.

Cette obligation comptable nécessite que le Conseil d'administration en détermine au préalable la durée.

Pour le budget de l'Institution, il est proposé d'aligner la durée du transfert sur celle de l'amortissement des biens subventionnés soit :

- 5 ans pour les études non suivies de réalisation
- 30 ans pour les bâtiments publics

En l'absence d'observations,

Après avis favorable du Bureau et des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

## DECIDE

### Article 1

- La durée de transfert en fonctionnement des subventions d'investissement reçues est identique à celle de l'amortissement des biens subventionnés soit :
  - 5 ans pour les études non suivies de réalisation
  - 30 ans pour les bâtiments publics

### Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 11 février 2016 à Mont de Marsan

Le Président,

**INSTITUTION ADOUR**  
Département des Landes  
40025 MONT DE MARSAN CEDEX



Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

